

Bruxelles, le 21.12.2018
C(2018) 9184 final

COMMUNICATION À LA COMMISSION

**RELATIVE À LA PUBLICATION D'INFORMATIONS CONCERNANT LES
ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES DES ANCIENS MEMBRES DU PERSONNEL
D'ENCADREMENT SUPÉRIEUR APRÈS LA CESSATION DE LEURS FONCTIONS
(ARTICLE 16, QUATRIÈME ALINÉA, DU STATUT)**

COMMUNICATION À LA COMMISSION

RELATIVE A LA PUBLICATION D'INFORMATIONS CONCERNANT LES ACTIVITES PROFESSIONNELLES DES ANCIENS MEMBRES DU PERSONNEL D'ENCADREMENT SUPERIEUR APRES LA CESSATION DE LEURS FONCTIONS (ARTICLE 16, QUATRIEME ALINEA, DU STATUT)

Rapport annuel 2018

En vertu de l'article 16 du statut¹, les fonctionnaires sont tenus, après la cessation de leurs fonctions, de respecter les devoirs d'honnêteté et de délicatesse, quant à l'acceptation de certaines fonctions ou de certains avantages. Les anciens fonctionnaires qui se proposent d'exercer une activité professionnelle dans les deux années suivant la cessation de leurs fonctions sont tenus de le déclarer à leur institution, en vue de permettre à cette dernière de rendre une décision adéquate en la matière et, le cas échéant, d'interdire l'exercice d'une activité ou de donner son approbation sous réserve de restrictions appropriées.

L'article 16, troisième alinéa, du statut dispose que, dans le cas des anciens membres du personnel d'encadrement supérieur, l'autorité investie du pouvoir de nomination leur interdit, en principe, pendant les douze mois suivant la cessation de leurs fonctions, d'entreprendre une activité de lobbying ou de défense d'intérêts vis-à-vis du personnel de leur ancienne institution pour le compte de leur entreprise, de leurs clients ou de leurs employeurs concernant des questions qui relevaient de leur compétence pendant leurs trois dernières années de service.

L'article 16, quatrième alinéa, du statut prévoit que, dans le respect des règles applicables en matière de protection des données², chaque institution publie chaque année, des informations sur la mise en œuvre du troisième alinéa, y compris une liste des cas examinés.

La Commission énonce ci-après les critères qu'elle a retenus pour s'acquitter de cette obligation, et expose son analyse. En annexe à la présente publication, la Commission présente un résumé des décisions rendues en vertu de cette disposition.

Dans sa publication, elle se fonde sur l'obligation qui lui incombe en vertu de l'article 16, quatrième alinéa, du statut en liaison avec les règles applicables en matière de protection des données³.

¹ Modifié en dernier lieu par le règlement (UE, Euratom) n° 1023/2013 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2013 (JO L 287 du 29.10.2013, p. 15).

² Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE.

Critères appliqués pour la mise en œuvre de l'article 16, troisième alinéa, du statut

Membres du personnel d'encadrement supérieur: définition

Conformément à l'article 16, troisième alinéa, du statut, les catégories de personnel suivantes sont concernées:

- les directeurs généraux ou directeurs généraux adjoints (y compris les fonctionnaires qui ont été appelés à occuper, par intérim, ces emplois conformément à l'article 7, paragraphe 2, du statut) et les conseillers hors classe, ayant exercé l'une de ces fonctions à tout moment au cours des trois dernières années précédant la cessation de leurs fonctions;
- les directeurs (y compris les fonctionnaires qui ont été appelés à occuper, par intérim, ces emplois conformément à l'article 7, paragraphe 2, du statut) et les conseillers principaux, ayant exercé l'une de ces fonctions à tout moment au cours des trois dernières années précédant la cessation de leurs fonctions;
- les chefs de cabinet, ayant exercé cette fonction à tout moment au cours des trois dernières années précédant la cessation de leurs fonctions.

La procédure de prise de décision dans le cas de l'article 16, troisième alinéa, du statut

Les déclarations des anciens membres du personnel d'encadrement supérieur portant sur une activité envisagée sont traitées comme toute déclaration en la matière faite par tout membre du personnel. La direction générale des ressources humaines et de la sécurité reçoit la déclaration et recueille l'avis du ou des anciens services dans lesquels l'ancien fonctionnaire a travaillé au cours des trois dernières années de service, de(s) cabinet(s) concerné(s), du Secrétariat général, du service juridique et de la commission paritaire. C'est sur la base de ces différents avis que la décision finale est rendue par l'autorité investie du pouvoir de nomination.

Activités professionnelles en question

Les activités visées à l'article 16, troisième alinéa, du statut sont celles qui constituent des activités de lobbying ou de défense d'intérêts vis-à-vis du personnel de l'institution dans laquelle a travaillé l'ancien membre de l'encadrement supérieur pour le compte de son entreprise, de ses clients ou de ses employeurs concernant des questions qui relevaient de sa compétence pendant ses trois dernières années de service. Ces activités sont en principe interdites par l'autorité investie du pouvoir de nomination pendant les douze mois qui suivent la cessation des fonctions des intéressés.

³ Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE.

La Commission n'a pas limité son analyse aux activités envisagées dont l'objet unique ou essentiel aurait été le lobbying ou la défense d'intérêts. Certaines des déclarations concernaient des activités qui, même si elles excluaient le lobbying ou la défense d'intérêts au moment de la notification, pourraient, en raison de leur nature, en pratique ou en théorie, entraîner ou comporter des activités de lobbying ou de défense d'intérêts telles que visées à l'article 16, troisième alinéa, du statut. En pareilles circonstances, la Commission a décidé d'élargir l'analyse afin de tenir compte de ces possibilités et d'évaluer l'activité déclarée dans le cadre de l'article 16, troisième alinéa, du statut.

La Commission précise en outre que la présente information porte sur les activités qui ont été déclarées et effectivement exercées. Conformément aux dispositions légales en vigueur, elle ne couvre pas les déclarations reçues qui portent sur des activités qui, de par leur nature même, ne pourraient pas entraîner ou comporter de telles activités de lobbying ou de défense d'intérêts.

La présente publication constitue la quatrième série d'informations annuelles publiée par la Commission en application de l'article 16, quatrième alinéa, du statut.

Nombre d'activités en question

Compte tenu du fait qu'une déclaration peut porter sur plusieurs activités, et qu'une décision peut tout aussi bien couvrir plusieurs activités, la présente information procède par activité examinée, de manière à fournir une vue d'ensemble exhaustive.

Analyse

La présente information couvre les cas dans lesquels l'autorité investie du pouvoir de nomination a rendu une décision au titre de l'article 16, troisième alinéa, du statut au cours de l'année 2017.

La Commission n'a reçu aucune déclaration d'activité ayant pour objectif unique ou essentiel le lobbying ou la défense d'intérêts, de sorte que l'autorité investie du pouvoir de nomination n'a pas rendu de décision en la matière.

La Commission a toutefois reçu des déclarations concernant cinq activités envisagées qui, même si elles excluaient le lobbying ou la défense d'intérêts au moment de la notification, pourraient, en raison de leur nature, effectivement ou potentiellement entraîner ou comporter des activités de lobbying ou de défense d'intérêts telles que visées à l'article 16, troisième alinéa, du statut, notamment pour des situations à venir. L'autorité investie du pouvoir de nomination a donc estimé qu'il y avait lieu, comme il est expliqué ci-dessus, d'évaluer ces activités particulières dans le cadre fixé par l'article 16, troisième alinéa, du statut, ce qui l'a conduite à imposer une interdiction de lobbying ou de défense d'intérêts dans une autorisation sous condition. Dans d'autres cas, elle a rappelé à l'ancien membre de l'encadrement supérieur de garder à l'avenir à l'esprit les règles de l'article 16, troisième alinéa, du statut.

Les cinq décisions qui ont été prises en 2017, conformément à l'article 16, troisième alinéa, du statut sont résumées ci-dessous.

Résumé des décisions pertinentes de l'autorité investie du pouvoir de nomination en 2017:

Cessation de fonctions: le 31 août 2017

CONCERNE

Monsieur Detlef ECKERT

Ancien directeur de la DG EMPL

NOUVELLE ACTIVITÉ

Conseiller principal, Huawei Technologies Ltd à Bruxelles, Belgique

DÉCISION

M. Detlef Eckert a demandé à pouvoir de devenir conseiller principal pour Huawei Technologies Ltd à Bruxelles, Belgique.

L'autorité investie du pouvoir de nomination a donné son approbation à M. Eckert pour l'exercice de cette activité, sous réserve des conditions suivantes:

- en sa qualité d'ancien membre de l'encadrement supérieur, il lui a été interdit, conformément à l'article 16, troisième alinéa, du statut, d'entreprendre, pendant les douze mois suivant la cessation de ses fonctions, une activité de lobbying ou de défense d'intérêts vis-à-vis du personnel de la Commission concernant des questions qui relevaient de sa compétence pendant ses trois dernières années de service;
- M. Eckert doit également préciser qu'à partir de la date de son départ de la Commission, il agira à titre personnel et n'engagera jamais les intérêts ou les avis de la Commission;
- Il a été par ailleurs demandé à M. Eckert de s'abstenir de toute divulgation non autorisée d'informations portées à sa connaissance dans l'exercice de ses fonctions, à moins que ces informations n'aient déjà été rendues publiques ou ne soient accessibles au public (article 17 du statut). Dans ce contexte, M. Eckert s'abstient d'exploiter des informations confidentielles à caractère politique ou stratégique dont il aurait eu connaissance dans l'exercice de ses fonctions et qui ne sont pas encore publiques ou ne sont pas communément disponibles dans le domaine public.

Les dispositions statutaires applicables ont également été rappelées à M. Eckert.

Cessation de fonctions: le 30 juin 2017

CONCERNE

Monsieur Karl-Friedrich FALKENBERG

Ancien conseiller principal du CESP

Ancien directeur général de la DG ENV

NOUVELLE ACTIVITÉ

En qualité de membre du conseil consultatif, participation à deux réunions annuelles du conseil consultatif indépendant sur le développement durable de «European Aluminium» à Bruxelles, Belgique

DÉCISION

M. Karl-Friedrich Falkenberg a demandé à pouvoir participer, en qualité de membre du conseil consultatif, à deux réunions annuelles du conseil consultatif indépendant sur le développement durable de «European Aluminium», à Bruxelles, Belgique.

L'autorité investie du pouvoir de nomination a donné son approbation à M. Falkenberg pour l'exercice de cette activité, sous réserve des conditions suivantes:

- en sa qualité d'ancien membre de l'encadrement supérieur, il a été interdit à M. Falkenberg, conformément à l'article 16, troisième alinéa, du statut, d'entreprendre, pendant les douze mois suivant la cessation de ses fonctions, une activité de lobbying ou de défense d'intérêts vis-à-vis du personnel de la Commission concernant des questions qui relevaient de sa compétence pendant ses trois dernières années de service;
- il a également été demandé à M. Falkenberg de préciser à ses interlocuteurs que cette activité est exercée à titre personnel et ne représente en rien la position ou les intérêts de la Commission;
- il a été par ailleurs demandé à M. Falkenberg de s'abstenir de toute divulgation non autorisée d'informations portées à sa connaissance dans l'exercice de ses fonctions, à moins que ces informations n'aient déjà été rendues publiques ou ne soient accessibles au public (article 17 du statut).

Les dispositions statutaires applicables ont également été rappelées à M. Falkenberg.

Cessation de fonctions: le 31 décembre 2016

CONCERNE

Monsieur Jonathan FAULL

Ancien directeur général au Secrétariat général

Ancien directeur général de la DG FISMA

NOUVELLE ACTIVITÉ

Actionnaire et administrateur unique de «Faull Consulting SPRL»

DÉCISION

M. Jonathan Faull a demandé l'autorisation d'être l'unique actionnaire et administrateur de «Faull Consulting SPRL».

L'autorité investie du pouvoir de nomination a donné son approbation à M. Faull pour l'exercice de cette activité, sous réserve de certaines conditions, mais l'a explicitement invité à informer la Commission, au moyen d'une demande spécifique au titre de l'article 16 du statut, lorsqu'il se propose d'exercer une activité ou un groupe d'activités spécifiques dans le cadre de «Faull Consulting SPRL» pendant la période de deux ans suivant la cessation de ses fonctions.

En outre, les conditions suivantes ont été imposées pour l'exercice de cette activité:

- en sa qualité d'ancien membre de l'encadrement supérieur, il lui a été interdit, conformément à l'article 16, troisième alinéa, du statut, d'entreprendre, pendant les 18 mois suivant la cessation de ses fonctions, une activité de lobbying ou de défense d'intérêts vis-à-vis du personnel de la Commission concernant des questions qui relevaient de sa compétence pendant ses trois dernières années de service en tant que directeur général au Secrétariat général et directeur général de la DG FISMA et concernant toute question liée aux activités de la Commission;
- pendant les deux ans à compter de la date de son départ à la retraite, M. Faull était également tenu de s'abstenir d'avoir des contacts professionnels pour ses clients avec ses anciens collègues du Secrétariat général et de la DG FISMA;
- il a également été demandé à M. Faull de préciser à ses interlocuteurs que cette activité est exercée à titre personnel et ne représente en rien la position ou les intérêts de la Commission;
- M. Faull s'abstient de toute divulgation non autorisée d'informations portées à sa connaissance dans l'exercice de ses fonctions, à moins que ces informations n'aient déjà été rendues publiques ou ne soient accessibles au public (article 17 du statut).

Les dispositions statutaires applicables ont également été rappelées à M. Faull.

Cessation de fonctions: le 31 décembre 2016

CONCERNE

Monsieur Jonathan FAULL

Ancien directeur général au Secrétariat général

Ancien directeur général de la DG FISMA

NOUVELLE ACTIVITÉ

Président et associé responsable du lobbying — Europe pour le Groupe Brunswick (bureau de Bruxelles)

DÉCISION

M. Jonathan Faull a demandé l'autorisation d'exercer, par l'intermédiaire de sa société «Faull Consulting SPRL», la fonction de président et associé responsable du lobbying — Europe pour le groupe Brunswick (bureau de Bruxelles).

L'autorité investie du pouvoir de nomination a donné son approbation à M. Faull pour l'exercice de cette activité, sous réserve des conditions imposées pour son activité en tant qu'actionnaire et administrateur unique de «Faull Consulting SPRL», qui s'appliqueront en effet pleinement au motif qu'il fournira ses services par l'intermédiaire de sa société.

En outre, l'autorité investie du pouvoir de nomination a imposé les restrictions supplémentaires suivantes:

- il a été demandé à M. Faull de s'abstenir, dans les 18 mois suivant la cessation de ses fonctions, de conseiller des clients sur des dossiers spécifiques dont il était responsable lorsqu'il était en fonction;
- il lui a été demandé, pendant les 24 mois suivant la cessation de ses fonctions, de s'abstenir de contribuer aux activités de Brunswick ou de travailler sur des dossiers de clients de Brunswick directement liés à la conduite des négociations au titre de l'article 50 du traité sur l'Union européenne; à titre d'exemple, cela peut notamment comprendre le fait de conseiller le groupe Brunswick ou ses clients sur l'élaboration d'avis, de recommandations, d'études, de documents de synthèse ou de décisions aux fins ou dans le cadre des négociations au titre de l'article 50 du traité sur l'Union européenne;
- M. Faull a dû également préciser que le résultat de son activité (par exemple, conseil, documents de synthèse, avis) ne serait pas utilisé dans le cadre des négociations au titre de l'article 50 TUE.

Cessation de fonctions: le 31 décembre 2016

CONCERNE

Monsieur Jonathan FAULL

Ancien directeur général au Secrétariat général

Ancien directeur général de la DG FISMA

NOUVELLE ACTIVITÉ

Consultant pour la Caisse de dépôt et placement du Québec, Canada

DÉCISION

M. Jonathan Faull a demandé l'autorisation d'occuper un poste de consultant pour la Caisse de dépôt et placement du Québec, Canada.

L'autorité investie du pouvoir de nomination a donné son approbation à M. Faull pour l'exercice de cette activité, sous réserve des conditions suivantes:

- en sa qualité d'ancien membre de l'encadrement supérieur, il lui a été interdit, conformément à l'article 16, troisième alinéa, du statut, d'entreprendre, pendant les 18 mois suivant la cessation de ses fonctions, une activité de lobbying ou de défense d'intérêts vis-à-vis du personnel de la Commission concernant des questions qui relevaient de sa compétence pendant ses trois dernières années de service en tant que directeur général au Secrétariat général et directeur général de la DG FISMA et concernant toute question liée aux activités de la Commission;
- il a été également demandé à M. Faull de s'abstenir, pendant les 24 mois suivant la cessation de ses fonctions, d'avoir des contacts professionnels pour la Caisse de dépôt et placement du Québec avec ses anciens collègues du Secrétariat général et de la DG FISMA;
- M. Faull s'abstient également de toute divulgation non autorisée d'informations portées à sa connaissance pendant l'exercice de ses fonctions à la Commission, à moins que ces informations n'aient déjà été rendues publiques ou ne soient accessibles au public (article 17 du statut) et, dans ce contexte, s'abstient d'exploiter dans des processus politiques, stratégiques ou internes des informations de nature confidentielle dont il aurait eu connaissance pendant l'exercice de ses fonctions et qui ne sont pas encore publiques ou communément disponibles dans le domaine public.

Les dispositions statutaires applicables ont également été rappelées à M. Faull.